

CENTRE HOSPITALIER DE CHOLET

DIRECTION DES ACHATS ET DE LA LOGISTIQUE

1, rue Marengo
49325 CHOLET CEDEX

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**ACTIVITES DE FABRICATION ET DE COMMERCIALISATION
D'ORTHESES, GRANDS APPAREILLAGES, PODO-ORTHESES,
CHAUSSURES, SEMELLES ET APPAREILS ORTHOPEDIQUES
AU SEIN DES LOCAUX DU CENTRE HOSPITALIER DE CHOLET**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
Vendredi 6 juin 2025 à 12H00**

SOMMAIRE

Table des matières

Article 1 ^{er} : IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE	3
Article 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
Article 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
Article 4 : MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION ET COMMUNICATIONS ET ECHANGES PAR VOIE ELECTRONIQUE	5
Article 5 : CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
Article 6 : CONTENU DES PROPOSITIONS	6
Article 7 : MODALITES ET DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES OFFRES	6
Article 8 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	6
Article 9 : EXAMEN DES OFFRES	7
Article 10 : NOTIFICATION DES RESULTATS DE LA CONSULTATION.....	7
Article 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	7

Article 1^{er} : IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE

La personne publique est le :

CENTRE HOSPITALIER DE CHOLET
1, rue Marengo – 49325 CHOLET CEDEX
Téléphone : 02 41 49 61 49
Courriel : dael@ch-cholet.fr

L'autorité compétente de la personne publique est le directeur général du centre hospitalier de Cholet.

Article 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 – Objet de la consultation

Le centre hospitalier de Cholet vous sollicite dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt pour l'attribution d'une convention d'occupation temporaire du domaine public ayant pour objet des activités de fabrication et de commercialisation d'orthèses et de grands appareillages d'une part et de podo-orthèses, chaussures, semelles et appareils orthopédiques d'autre part, à destination des consultants externes du centre hospitalier.

La présente consultation constitue, pour les candidats, une simple invitation à présenter leur proposition. Le centre hospitalier de Cholet se réserve le droit, en toute hypothèse, de ne pas octroyer l'autorisation d'occupation du domaine public et de ne pas réserver de suites à la présente consultation. Dans le cas où il n'est pas donné suite à la procédure, les candidats ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

Le vocable « l'occupant » désigne, dans le présent règlement de la consultation et dans la convention, le titulaire de la convention d'occupation temporaire du domaine public.

2.2 – Régime juridique

La convention qui sera conclue à l'issue de cette procédure avec le candidat retenu, aura le caractère d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, non constitutive de droits réels conformément aux dispositions des articles L. 2111-1 et suivants, L. 2122-1 et suivants, L. 2125 et suivants, R. 2122 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

A ce titre, l'autorisation d'occupation consentie ne peut être que temporaire et présente un caractère précaire et révocable.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux, ou d'un autre droit contredisant le caractère précaire et révocable de son autorisation, sur le fondement d'une autre réglementation ou législation.

2.3 – Décomposition en lots

La convention d'occupation temporaire du domaine public est composée de deux lots distincts :

Lot 1 : Une activité de fabrication et de commercialisation d'orthèses et de grands appareillages à destination des consultants externes du centre hospitalier.

Lot 2 : Une activité de fabrication et de commercialisation de podo-orthèses, chaussures, semelles et appareils orthopédiques à destination des consultants externes du centre hospitalier.

L'attribution sera faite lot par lot. Chacun des lots donnera lieu à la passation d'une convention d'occupation du domaine public. Si un candidat obtient les deux lots, il sera possible de ne signer qu'une seule convention regroupant les deux lots.

2.4 – Durée de la convention et reconduction

La convention est conclue du 07 juillet 2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure jusqu'au 30/06/2026.

Cette période initiale est reconductible 3 fois par période de 12 mois soit :

- du 01/07/2026 au 30/06/2027
- du 01/07/2027 au 30/06/2028
- du 01/07/2028 au 30/06/2029

La reconduction est tacite et le titulaire ne pourra s'y opposer.

Dans le cas où la personne publique décide de ne pas reconduire la convention, il en informera par écrit les titulaires, au plus tard **3 mois** avant la fin de chaque période. A ce titre, les titulaires ne pourront prétendre à aucune indemnité.

2.5 – Lieux d'exécution de la convention

Le lieu d'exécution de la convention est le site du Centre Hospitalier de Cholet situé rue Marengo à Cholet.

Les lieux précis d'exercice des activités pour chacun des lots sont définis à l'article 5 de la convention.

Article 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation ;
- Le projet de convention d'occupation du domaine public et son annexe :
 - Le bordereau des prix.
- Les formulaires DC1 et DC2 ;
- Une lettre d'information ;
- Plan locaux 1^{er} étage-aile 3.

Article 4 : MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION ET COMMUNICATIONS ET ECHANGES PAR VOIE ELECTRONIQUE

Les candidats ont la possibilité de télécharger le Dossier de Consultation sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que l'identification vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Réponses aux questions des candidats et modification de détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront, alors, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. En cas de modification de détail dans un délai inférieur à celui mentionné ci-dessus, la date limite de remise des plis sera repoussée afin que les candidats disposent du même nombre de jours avant la remise des plis.

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur mentionné au présent article.

Article 5 : CONDITIONS DE PARTICIPATION

Lorsqu'ils répondent à un ou plusieurs lots, les candidats doivent présenter une offre complète, c'est-à-dire couvrant l'ensemble des prestations définies à l'article 2.3 du présent règlement de la consultation et dans la convention d'occupation du domaine public.

Le contenu des candidatures et des offres doit être rédigé en langue française et exprimé en EUROS.

Les entreprises sont autorisées à se porter candidates sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Toutefois, un candidat ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement. Il est également interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ;
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement, l'un des prestataires membres du groupement est désigné dans la convention comme mandataire. Celui-ci représentera l'ensemble des membres vis-à-vis de la personne publique et coordonnera les prestations.

La personne publique, lors de la signature de la convention, imposera au groupement la forme de groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Les candidatures et offres doivent être signées, soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires.

Article 6 : CONTENU DES PROPOSITIONS

Le candidat fournira **impérativement** les documents suivants :

Contenu des candidatures :

- Le formulaire DC1 et DC2. En cas de groupement, la lettre de candidature doit indiquer l'identité de chaque membre du groupement, la forme du groupement et l'identité du mandataire ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité.

Contenu des offres :

- Le bordereau de prix correspondant, intégralement complété et daté, dont la présentation est souhaitée conforme au modèle de bordereau de prix intégré au présent dossier de la consultation ;
- Le projet de convention complété (article 2.3) et signé ;
- Le tarif maximum des dispositifs hors LPPR ;
- Un dossier technique présentant notamment :
 - La société et les qualifications de ses personnels ;
 - Les prestations et produits proposés ;
 - L'organisation avec précision que le candidat met en œuvre pour assurer la prestation, notamment le descriptif de la procédure de fabrication de l'appareillage, de la prescription jusqu'à la livraison et la mise en place (techniques utilisées pour la prise des mesures, le moulage...).

Article 7 : MODALITES ET DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES OFFRES

7.1 - Dispositions générales :

Les candidats doivent impérativement remettre leur offre par voie dématérialisée.

Cette transmission électronique se fera exclusivement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Tout autre envoi dématérialisé (e-mail, par exemple) ne pourra être accepté.

Les plis dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées, ne seront pas retenus.

Copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde n'est pas obligatoire mais fortement conseillée. Si le pli ne peut être ouvert et qu'une copie de sauvegarde n'a pas été réceptionnée dans les délais de remise des offres, votre offre sera déclarée irrégulière et ne sera pas étudiée. Ce pli devra être remis contre récépissé au Service des Achats (Porte 5) – 1 rue Marengo – 49325 CHOLET CEDEX (du lundi au vendredi de 9h00 à 16h00) ou parvenir à destination par pli recommandé avec avis de réception postal, avant la date et l'heure limites de réception mentionnée page 1 du présent document.

7.2 - Date limite de remise des offres

Le dossier du candidat devra parvenir **avant le vendredi 6 juin 2025 à 12h00**.

Article 8 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres indiquée au présent règlement de consultation.

Article 9 : EXAMEN DES OFFRES

9.1 – Analyse et classement des offres

Il sera retenu l'offre jugée économiquement la plus avantageuse en fonction des critères énoncés ci-après avec leur pondération :

Critères	Pondération
Critère technique proposé : La valeur technique et fonctionnelle de l'offre suivant : <ul style="list-style-type: none">- L'organisation mise en œuvre pour assurer la prestation, de la prescription jusqu'à la livraison et la mise en place suivant mémoire technique du candidat.- Les produits : produits proposés, matériaux utilisés, techniques utilisées pour la prise des mesures, le moulage, le descriptif de la procédure de fabrication de l'appareillage suivant mémoire technique du candidat	60 % décomposé ainsi : 30 % 30 %
La valeur financière de l'offre <ul style="list-style-type: none">- Le pourcentage consenti sur le chiffre d'affaires annuel estimatif mentionné sur le bordereau de prix	40 %

9.2 – Négociation

Le centre hospitalier se réserve la possibilité de négocier les propositions avec le ou les candidats mieux disant au regard des critères de choix énoncés ci-avant. Le centre hospitalier se réserve toutefois la possibilité d'attribuer l'autorisation d'occupation sans négociation, sur la base de la proposition initiale.

Article 10 : NOTIFICATION DES RESULTATS DE LA CONSULTATION

Le candidat sera informé des résultats de la consultation par une notification de la convention, s'il est retenu, ou une notification de l'attribution de la convention à un autre candidat si son offre n'a pas été retenue.

Article 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres une demande écrite via le profil acheteur de la personne publique en utilisant la rubrique « Échange avec l'organisme » après avoir sélectionné la consultation concernée sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.